

Paris, le 6 décembre 2005

**Négociations salariales :
Jacob doit changer d'échelle !**

Le Ministre de la Fonction publique Christian Jacob reçoit aujourd'hui les fédérations de fonctionnaires. Au cours de cette rencontre, il devrait avancer des propositions salariales et sociales et dispositions diverses concernant notamment les statuts.

Une nouvelle fois, l'Union syndicale Solidaires Fonctions publiques et Assimilés sera exclue de ces rencontres, alors même que nous représentons 9% des fonctionnaires de l'Etat. Le gouvernement prouve, une nouvelle fois, par cette exclusion, qu'il sait utiliser les règles démocratiques comme bon lui semble.

Le ministre de la Fonction publique propose un paquet global de négociations. Si certaines propositions, notamment en matière sociale, sont à examiner, elles doivent faire l'objet d'un calendrier spécifique et être déconnecté de toute discussion sur les salaires.

Les personnels de la Fonction publique ont démontré plusieurs fois cette année leur ras-le-bol face aux restructurations, aux démantèlements programmés des services publics et de la fonction publique et à la destruction des emplois.

Ils ont exprimé, ensemble ou par ministère et établissement public, leur profonde résolution à lutter contre les suppressions d'emplois, la dégradation de leurs conditions de travail et pour la sauvegarde du service public.

Ils exigent une reconnaissance des qualifications qu'ils ont dû acquérir du fait des « réformes » et des « modernisations » libérales.

Christian Jacob propose entre 0,8% et 1% d'augmentation pour 2006 et lie toutes les autres augmentations à la croissance, aux gains de productivité ainsi qu'au mérite. De plus, le ministre veut créer un nouvel indicateur pour pouvoir minimiser les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Ces propositions sont inacceptables !

Pour Solidaires Fonctions Publiques l'arrêt des suppressions d'emplois et un moratoire sur les « réformes » et sur la refonte de la Fonction publique et des statuts avancée pas à pas par le Ministre sont un préalable à toute négociation.

L'Union syndicale Solidaires Fonctions publiques et Assimilés exige :

- Une revalorisation immédiate de 5% pour rattrapage du pouvoir d'achat entre 2000 et 2004
- Une augmentation immédiate de 1,8% pour 2006 et un engagement du ministre d'aligner cette augmentation sur l'inflation réelle fin 2006
- L'ouverture immédiate de négociations sur le déroulement des carrières
- Une augmentation supplémentaire significative du point d'indice pour tous
- Des mesures spécifiques pour les bas salaires et les retraités.

Pour l'Union syndicale Solidaires, une véritable politique salariale doit être mise en œuvre dans la Fonction publique et doit être accompagnée d'une politique ambitieuse de l'emploi public. Au-delà, c'est à une nouvelle répartition des richesses produites qu'il faut s'atteler loin de la politique sociale et fiscale actuelle qui favorise les plus aisés.